

Tél : +33 6 40 91 68 32  
Mél : remy.goemaere@bureauveritas.com

**SECRETARIAT CHARGE BUDGET ET DES  
COMPTES**  
Yves DELEBECQ  
DEPARTEMENT IMMOBILIER GRAND NORD  
32-50 Boulevard Carnot –CS 70031



**60/BEAUVAIS/Travaux de mise en accessibilité du  
Palais de Justice  
20 BOULEVARD SAINT JEAN  
60000 BEAUVAIS**


**SECRETARIAT CHARGE BUDGET ET DES  
COMPTES  
DEPARTEMENT IMMOBILIER GRAND NORD  
32-50 Boulevard Carnot –CS 70031  
  
59043 LILLE CEDEX**

Opération de catégorie **2**

Coordination Sécurité et Protection de la Santé  
**Plan Général de Coordination**

**P.G.C.**

**Présence d'Amiante - Présence de Plomb**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
17/10/2022	Rev0	Rédaction initiale	Rémy GOEMAERE 

## SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>6</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	6
1.1.4. Démarche environnementale .....	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s) .....	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	7
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>7</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>8</b>
<b>2.1. Principe des séquences d'interventions .....</b>	<b>8</b>
<b>2.3. Inspections Communes .....</b>	<b>8</b>
<b>2.4. PPSPS .....</b>	<b>8</b>
2.4.1. Pénalités .....	9
<b>2.5. Sous-traitance .....</b>	<b>9</b>
2.5.1. Déclaration des sous-traitants .....	9
2.5.2. Transmission du PGC .....	9
2.5.3. Obligation du sous-traitant .....	9
<b>2.6. Intérimaires .....</b>	<b>9</b>
<b>2.7. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>10</b>
<b>2.8. Travailleurs indépendants .....</b>	<b>10</b>
<b>2.9. Protections individuelles .....</b>	<b>10</b>
<b>2.10. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers .....</b>	<b>10</b>
<b>2.11. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>11</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>12</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>12</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>12</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	12
3.2.2. Accès .....	12
3.2.3. Circulations .....	12
3.2.4. Signalisation .....	12
3.2.5. Stationnements .....	13
3.2.6. Stockage .....	13
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	13
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	13
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>14</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	14
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	14
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>14</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>16</b>
<b>4.1. Définition des risques particuliers .....</b>	<b>16</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>19</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>24</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	24
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	24
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	24
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	25
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>25</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	25
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	25
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>25</b>

4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	25
4.5.2. Travaux superposés .....	25
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	26
4.5.4. Protection contre le bruit .....	26
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	26
4.5.6. Travaux en hauteur .....	26
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	27
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	27
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>27</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	27
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	27
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	27
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	27
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>27</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>29</b>
<b>5.1. Stockages sur le chantier .....</b>	<b>29</b>
<b>5.2. Nettoyage .....</b>	<b>29</b>
<b>5.3. Enlèvement des déchets .....</b>	<b>29</b>
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	29
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	30
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	30
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>31</b>
<b>6.1. Déclarations particulières .....</b>	<b>31</b>
<b>6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....</b>	<b>31</b>
<b>6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....</b>	<b>32</b>
<b>6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....</b>	<b>32</b>
<b>6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion) .....</b>	<b>32</b>
<b>6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....</b>	<b>33</b>
<b>6.7. Locaux témoins .....</b>	<b>33</b>
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>34</b>
<b>7.1. Téléphone de secours .....</b>	<b>34</b>
<b>7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....</b>	<b>34</b>
<b>7.3. Travail isolé .....</b>	<b>34</b>
<b>7.4. Procédure d'organisation des secours .....</b>	<b>34</b>
<b>7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....</b>	<b>34</b>
<b>7.6. Point de rencontre secours .....</b>	<b>35</b>
<b>7.7. Modèle de fiche de secours .....</b>	<b>36</b>
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>37</b>

## 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents en phase DCE, par la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'Oeuvre
- Rapport amiante / plomb n°002AJ001119, en date du 17/02/2022 réalisés par AC ENVIRONNEMENT

# 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

## 1.1. Présentation du projet

### 1.1.1. Objet de l'opération

Le projet consiste à réaliser des travaux et fournitures nécessaires dans le cadre des travaux de mise en accessibilité du Palais de Justice de  
o Beauvais, 20 boulevard St jean

#### Palais de justice de Beauvais :

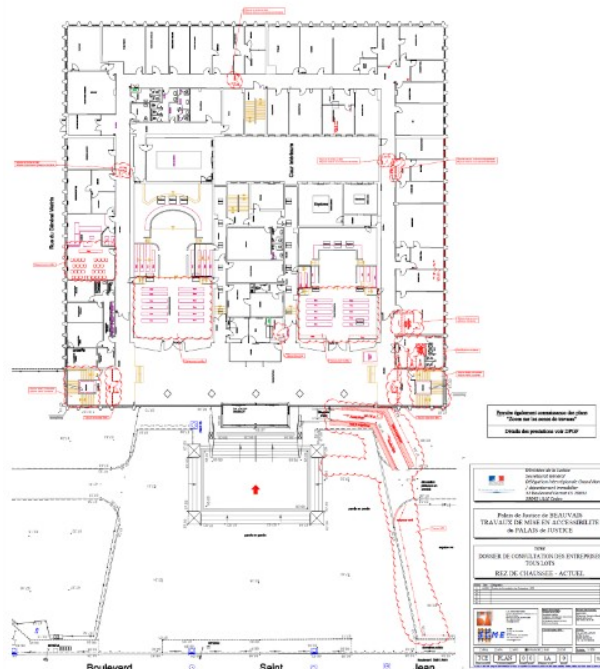
Selon le Procès-Verbal de la Commission de Sécurité du 4 avril 2017, le site est classé en :

Activité (s) : Type W (Administration banques bureaux)

Catégorie : 3ème

Effectif : 212 personnels + 260 Public soit 472 personnes

L'établissement est équipé d'un SSI de Catégorie A, avec équipement d'alarme de type 1



### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : A.O

Mode de passation des marchés : lots séparés

### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 6 mars 2023

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 1

Phasage des travaux:

### 1.1.4. Démarche environnementale

Absence d'information à ce sujet

### 1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : 3 lots

### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 2-4 personnes

## 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	SECRETARIAT CHARGE BUDGET ET DES COMPTES	DEPARTEMENT IMMOBILIER GRAND NORD 32-50 Boulevard Carnot – CS 70031  59043 LILLE CEDEX	yves.delebecq@justice.gouv.fr	Yves DELEBECQ
Maîtrise d'œuvre	SCME	12 Z.A. Les Alouettes 62223 SAINT-NICOLAS lez ARRAS	contact@scme.fr	Stéphane POCHET
Architecte	ATELIER LD ARCHITECTURE	33 rue du Noble – BP44 62217 TILLOY LES MOFFLAINES	contact@ld-archi.fr	Pascale LECIEJEWSKI
Inspection du travail	INSPECTION DU TRAVAIL_UC1	DDETS de l'Oise 101, avenue Jean Mermoz  60000 BEAUVAIS	ddets-uc1@oise.gouv.fr	Contact OUEST
CARSAT	CARSAT VILLENEUVE D'ASCQ (GR)	11, Allée VAUBAN 59662 VILLENEUVE D'ASCQ		RESPONSABLE
OPPBTP	OPPBTP	"Village Oasis" 2, place des Abiès 80044 Amiens cedex	amiens@oppbtp.fr	Hermann JEANNE
Coordonnateur SPS de conception	BUREAU VERITAS COMPIEGNE	5 Ter Rue Clément Ader 60200 COMPIEGNE	06 40 91 68 32 remy.goemaere@bureauveritas.com	Remy GOEMAERE
Coordonnateur SPS de réalisation	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	Village Oasis - DURY Place des Pins 80044 AMIENS	0672998762 daphne.ponnet@fr.bureauveritas.com	Daphné PONNET

Liste complète des entreprises en pièce jointe

## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

### 2.3. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

**Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.4. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.



L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

#### **2.4.1. Pénalités**

Se référer aux CCAP/CCTP

Se conformer aux pièces écrites du marché.

### **2.5. Sous-traitance**

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

#### **2.5.1. Déclaration des sous-traitants**

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

#### **2.5.2. Transmission du PGC**

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

#### **2.5.3. Obligation du sous-traitant**

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

### **2.6. Intérimaires**

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.7. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.8. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

## 2.9. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.10. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

**Contrat d'intérim** si pas de DUE,

**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## 2.11. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### **3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE**

#### **du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS**

#### **Contraintes d'environnement de site**

##### **Présence d'amiante dans les existants**

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

Se référer au rapport de diagnostic avant travaux joint en annexe et au DCE

##### **Présence de plomb dans les existants**

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

#### **3.1. Accès au site et réseaux provisoires**

Demandes de branchement à faire à l'exploitant

#### **3.2. Emprise de chantier**

##### **3.2.1. Clôture et portail**

Toutes les zones d'intervention des entreprises sont balisées, voire clôturées afin qu'elles soient interdites au public, signalisation à prévoir en conséquence, panneaux chantier interdit au public...

Mise en oeuvre d'une palissade de chantier.

Le maître d'oeuvre définira une organisation vis à vis de de l'ouverture et de la fermeture des accès au chantier de manière à ce que le chantier soit clos en dehors des heures d'activités.

##### **3.2.2. Accès**

L'accès piétons doit être séparé des accès VL et PL.

Voir plan d'installation de chantier rédigé par l'entrepreneur

Nettoyage autant que nécessaire de l'accès chantier / voirie.

##### **3.2.3. Circulations**

Les circulations extérieures et intérieures sont maintenues propres et dégagées.

Nettoyage autant que nécessaire des circulations.

Mise en place éclairage dans les circulations intérieures et extérieures par l'entrepreneur

Voir plan d'installation de chantier rédigé par l'entrepreneur

##### **3.2.4. Signalisation**

Elles seront conformes aux règles de police, aux prescriptions du Maître d'OEuvre et éventuellement de l'exploitant en accord avec le Coordonnateur SPS, lequel aura le droit de faire installer d'office et aux frais de l'entreprise, tous dispositifs supplémentaires, clôtures, lanternes qu'il jugerait nécessaires. Dans tous les cas, y compris celui où le Maître d'OEuvre aurait usé du droit qui vient d'être défini, le lot Chauffage sera seule responsable des accidents qui seraient reconnus provenir de sa négligence ou de celle de ses agents et ouvriers.

A mettre dans toutes les zones d'interventions et suivant les besoins par l'entrepreneur

### 3.2.5. Stationnements

Le stationnement des véhicules des salariés et intervenants du chantier est interdit à l'intérieur de la zone travaux ainsi qu'en dehors des zones prévues à cet effet. Celles-ci seront portées sur le plan général des installations de chantier établi par le lot 01

Les entreprises mettront tout en oeuvre pour transporter de manière collective leur personnel.

### 3.2.6. Stockage

La livraison du chantier est à la charge de chaque entreprise au fur et à mesure des besoins.

Interdire tout stockage au niveau des issues de secours et en dehors des emprises de chantier.

Les zones de stockage devront être décrites sur le plan d'installation de chantier et balisées de manière pérenne (pas de rubalise).

Elles devront être approuvées par le MOA / MOE / CSPS / exploitant => mise en place et gestion par l'entrepreneur

### 3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

#### Électricité de chantier:

Ceci comprend la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation qui devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment du décret du 14.11.1988 et de la Norme NFC 15100.

Les locaux techniques électriques devront être maintenus fermés et une procédure d'intervention devra être mise en oeuvre pour tous travaux à l'intérieur. Une procédure de consignation sera mise en place par du personnel habilité (Copie de la procédure à transmettre au coordonnateur SPS).

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur sur les chantiers.

#### Eclairage:

Mis en place de l'éclairage par l'entrepreneur dans les circulations horizontales et verticales afin qu'il reste efficace jusqu'à la mise en place de l'éclairage définitif ainsi que sur zones de stockage.

Mis en place par les entreprises sur leur zone de travail (éclairage portatif).

Privilégier les éclairages basse consommation type fluorescent ou LED afin d'éviter les risques de brûlures.

### 3.2.8. Cantonnements et entretien

Cantonnements et entretien (y compris nettoyage) à la charge de du Lot 1 pour l'ensemble des entreprises intervenantes.

Le dimensionnement des cantonnements devra être adapté en permanence à l'effectif du chantier.

Aucun repas ne sera pris sur le chantier en dehors des cantonnements.

Ces installations à charge du lot 01 comportent notamment :

- vestiaires et réfectoire pour l'ensemble des intervenants compris alimentations, compris entretien journalier pendant la durée des travaux
- Une cabine sanitaire sera mise à disposition par le site, l'entreprise doit prévoir son entretien journalier pendant toute la durée des travaux. Si le sanitaire n'est pas nettoyé il sera supprimé, et remplacé aux frais de l'entreprise, par une cabine extérieure conforme à la réglementation sanitaire
- La base vie sera fermée par des barrières métalliques pleines (ou ajourée selon les sites), hauteur 2m minimum
- la fourniture et pose du panneau de chantier
- l'établissement des clôtures de chantier

Les démarches administratives, ainsi que les frais, sont à charge du lot 01

#### Réfectoire

Le module réfectoire sera équipé de tables, chaises, système de chauffage, climatisation, micro-onde, évier avec eau chaude, plaque chauffante, 1 armoire...

#### Vestiaires

Le module vestiaire sera équipé de tout le mobilier nécessaire, notamment d'armoires métalliques, de bancs, d'un système de chauffage, rideaux ou stores...

### 3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

L'ensemble des entreprises réaliseront le nettoyage du chantier au fur et à mesure de l'avancement.

Le chantier est maintenu en constant état de propreté ; chaque entrepreneur enlève les débris et gravois causés par ses propres travaux et laisse place nette chaque soir et après chaque opération ou intervention.

Le Maître d'Oeuvre pourra, s'il le juge nécessaire et/ou suite à demande du CSPS, faire intervenir sur le chantier, une entreprise de nettoyage à la charge des entreprises défaillantes.

#### 3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Rédaction du projet de plan d'installation de chantier à la charge de l'entrepreneur à partir des surfaces laissées

disponibles par le maître d'oeuvre dans son organisation de chantier.

Le plan d'installation sera transmis au CSPS pour avis.

#### 3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **SECOND OEUVRE** soumet à l'accord du Maître d'Oeuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- des accès provisoires au bâtiment,

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **SECOND OEUVRE** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

### 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	SECOND OEUVRE	SECOND OEUVRE	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Accès	SECOND OEUVRE	SECOND OEUVRE	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Circulations	Sans objet (existant)		TOUE LA DUREEDU CHANTIER

<b>Poste</b>	<b>Réalisé par ?</b>	<b>Géré par ?</b>	<b>Echéance de fin</b>
Signalisation	SECOND OEUVRE	SECOND OEUVRE	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Stationnement	SECOND OEUVRE	SECOND OEUVRE	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Stockage	SECOND OEUVRE	SECOND OEUVRE	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Réseaux provisoires de chantier	ELECTRICITE – CHAUFFAGE - PLOMBERIE	ELECTRICITE – CHAUFFAGE - PLOMBERIE	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Coffret électrique général	ELECTRICITE – CHAUFFAGE - PLOMBERIE	ELECTRICITE – CHAUFFAGE - PLOMBERIE	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Coffret divisionnaire et éclairage	ELECTRICITE – CHAUFFAGE - PLOMBERIE	ELECTRICITE – CHAUFFAGE - PLOMBERIE	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Cantonnement	SECOND OEUVRE	SECOND OEUVRE	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Infirmierie de chantier	Sans objet		
Nettoyage hors cantonnement	TCE	TCE	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
PIC	SECOND OEUVRE	SECOND OEUVRE	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Protections collectives	TCE	TCE	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Accès hauteur communs	TCE	TCE	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Déchets - Gravats	TCE	TCE	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des risques particuliers

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 TOUS CORPS D'ETAT		TCE	Amiante Travaux à point chaud Travail en hauteur Réseaux Multi danger Eclairage Déplacement de plain-pied Rupture, effondrement Voisinage Contact électrique direct ou indirect Engins et matériels Chute et heurt avec charge en mouvement Manutention manuelle Travail isolé Produit inflammable Engins et matériels Produits dangereux Plomb	<p>L'entreprise devra mettre en oeuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières d'amiante lors de l'exécution de ses travaux.</p> <p>Il appartient à chaque entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer</li> <li>- De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque</li> <li>- De mettre en oeuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé</li> </ul> <p>L'entreprise prendra connaissance du repérage amiante avant travaux Elle devra observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante.</p> <p>L'entreprise produira un PPSPS dans lequel seront notamment décrits l'analyse des risques importés et exportés.</p> <p>Tous les travaux par points chauds ou pouvant produire un incendie font l'objet d'un permis de feu délivré par le Service de Sécurité du centre commercial.</p> <p>Les extincteurs appropriés aux</p>



				<p>risques seront à disposition près du poste de travail.          Les zones de travaux seront isolées et interdites aux autres intervenants.</p> <p>Échafaudage : Matériel aux normes et vérifié. Personnel formé au montage, démontage et modifications.</p> <p>Nacelle : Conducteur en possession de l'autorisation de conduite et du permis, ainsi que du rapport de vérification de &lt; de 6 mois. Vigie.</p> <p>Avant tout travaux une campagne de reconnaissant devra être effectuée par l'entreprise afin de définir la présence de réseaux (EU - EP, Eau, réseau incendie, fourreaux et câbles électriques, galeries techniques, caniveaux, etc...) à proximité de leurs travaux. Ces reconnaissances devront être signalées à la maîtrise d'œuvre et des dispositions devront être mises en œuvre pour la sécurité de personnes et des biens (Consignation, protection mécanique...)</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Le personnel sera formé et habilité à réaliser ce type de travaux, et pourvu de tous les équipements de sécurité, et des matériels aux normes.</p> <p>Le mode opératoire des travaux, et les mesures à prendre consécutivement, devront avoir obtenus l'aval de la maîtrise d'œuvre.          Toutes les zones d'intervention des</p>
--	--	--	--	--

				<p>entreprises seront balisées, voire clôturées afin qu'elles soient interdites au public signalisation à prévoir en conséquence, panneaux chantier interdit au public...</p> <p>Dans le cas de travaux en zones communes, une réservation de surface devra être coordonnée par la Maîtrise d'œuvre.</p> <p>Intervention sur TGBT : Par du personnel en binôme, et habilité HT.</p> <p>Appareil de levage : Conducteur en possession de l'autorisation de conduite et d'une formation spécifique au type de grue.</p>
--	--	--	--	---

## 4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - TOUS CORPS D'ETAT

TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Amiante	<p>Le rapport de repérage amiante avant travaux établi n°002AJ001119, en date du 17/02/2022 réalisé par AC ENVIRONNEMENT indique <b>qu'il a été repéré des matériaux ou produits contenant de l'amiante.</b></p> <p>L'entreprise devra mettre en oeuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières d'amiante lors de l'exécution de ses travaux. Il appartient à chaque entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer</li> <li>- De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque</li> <li>- De mettre en oeuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé</li> </ul> <p>L'entreprise prendra connaissance du repérage amiante avant travaux  Elle devra observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante.  L'entreprise produira un PPSPS dans lequel seront notamment décrits l'analyse des risques importés et exportés.</p> <p><b>VOIR ANNEXE AMIANTE</b></p>	.
Travaux à point chaud	<p>Établir un permis de feu avec le service sécurité du site.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1/ Extincteur homologué et vérifié par poste de travail.</li> <li>2/ Personne formée au maniement des extincteurs.</li> <li>3/ S'assurer qu'aucun matériau combustible est situé sur la zone de travaux ou à proximité.</li> <li>4/ Mise en place d'écrans de protection sur chaque aire de travail.</li> <li>5/ Inspection des lieux après travaux.</li> </ol>	<p>Respect du balisage mis en œuvre.  Déclarer l'emploi tout produit et procédé inflammable, afin d'assurer d'assurer la coordination et la compatibilité des tâches.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<p>Respect du décret du 01/09/2004 et de l'arrêté du 21/12/2004.            Utilisation d'échafaudage, et nacelle.            Identifier les points d'ancrage nécessaires pour des opérations ponctuelles.            Respect des balisages et signalétiques mis en place.            Port des EPI adaptés aux travaux.            Neutralisation de la zone à l'aplomb de l'activité aérienne en cours.</p> <p>Les échafaudages doivent être montés ou démontés conformément à la notice du fabricant et prescriptions du décret du 8 Janvier 1965 modifié le 6 Mai 1995.            L'usage des échelles n'est admis que comme matériel d'accès.            L'utilisation des plates formes individuelles roulantes (P.I.R) ou d'échafaudage roulant devra être privilégiée. Éventuellement des escabeaux en bon état pourront être utilisés dans des locaux exigus pour des travaux ponctuels et non répétitifs.</p>	Respect des balisages mis en œuvre.
Réseaux	<p>Vérification des réseaux, neutralisation et consignation préalablement aux travaux.            Obtenir les attestations de coupure.            Consulter les plans de recollement des réseaux.            Dans le cas de réseaux devant rester actifs, il est nécessaire de les identifier et d'informer l'ensemble des lots présents sur le chantier.</p>	Respect des procédures de consignation / déconsignation. Respect de la signalétique.
Multi danger	<p>Utilisation de produits chimiques:            Fournir les fiches de données de sécurité au coordonnateur SPS et les respecter :            - Ventilation des locaux</p>	
Eclairage	S'assurer avant tout début des opérations de cloisonnement que l'éclairage suffisant soit en place sur le site	Lot en charge de l'éclairage de chantier : adapter l'éclairage des circulations à l'avancement du cloisonnement.
Déplacement de plain-pied	<p>Maintenir les circulations propres et dégagées.            Nettoyage des postes de travail à l'avancement.</p> <p>Cadencer les approvisionnements en matériaux et matériels, en respectant le</p>	Respecter le cadencements des livraisons. Interdiction de prendre appui sur les stockages pour l'élévation des personnes.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>planning , et afin d'éviter l'encombrement de la cellule.            Préciser les zones de stockage sur plan et la durée d'immobilisation de ces zones.            Transmettre vos besoins en stockage.</p>	
Rupture, effondrement	<p>Démolition / Dépose :            Travaux sans coactivité            Travaux en dehors de la présence du public et du personnel et des entreprises.            Installation de protections rigides toute hauteur par le lot concerné.            Neutralisation totale de la zone de travaux            Neutralisation et consignation, de tous les réseaux avant travaux.</p> <p>Mode opératoire à remettre avant intervention, avec validation de la maîtrise d'oeuvre.            Avant toute intervention sur l'existant, veillez à s'assurer de la stabilité de l'ouvrage existant et environnant : validation des travaux par la maîtrise d'oeuvre.            Étaisements à prévoir le cas échéant, et protections à mettre en place, validés par la maîtrise d'oeuvre.</p>	<p>Respect des balisages.            Interdire toute superposition de tâches.</p>
Voisinage	<p>L'opération se déroule dans un Palais de Justice :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Le chantier doit être clos et indépendant.</li> <li>-Respecter les horaires d'ouverture au public</li> <li>-Alimentation des matériaux et du matériels en dehors des heures d'ouverture au public</li> <li>-Se rapprocher du service sécurité du site pour connaître les modalités d'accès</li> <li>-Respect de l'article GN 13</li> <li>-Aucun stockage au niveau des issues des secours</li> </ul>	<p>Respecter les recommandations et consignes du service sécurité du centre commercial.</p>
Contact électrique direct ou indirect	<p>Intervention uniquement par du personnel habilité et formé à ce risque.            Conformité de l'installation électrique avec différentiel 30mA.            Respect de la procédure de consignation.            Balisage des zones et affichage du risque..</p> <p>Veillez à la fermeture des armoires et coffrets électriques.            Utilisation de rallonges H07RNF d'une longueur maximale de 25 mètres            Travaux dans locaux confinés ou humides ou conducteurs: utiliser du matériel sur batterie</p>	<p>Respect des balisages.            Interdire toute intervention d'une personne non habilitée.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	ou alimenté en 24 V(TBTS).	
Engins et matériels	<p>Levage :            Neutralisation de la zone à l'aplomb.            Guidage des manœuvres.            Engin de levage vérifié, homologué et adapté à la charge.</p> <p>Levage depuis le parking, cette intervention sera réalisée après accord du service sécurité du centre commercial.            Le levage sera impérativement réalisé en dehors des heures d'ouverture du centre commercial.            Réaliser une étude d'adéquation de la grue ou engin utilisé.            Nommer les chef des manœuvres et le responsable élingueur.            S'informer des conditions météorologiques.            Réaliser les DICT.</p>	Pas de travail sous les zones de levages et de montage
Chute et heurt avec charge en mouvement	<p>Intervention en toiture :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Se rapprocher du service sécurité du centre commercial pour les modalités d'intervention en toiture .</li> </ul> <p>En cas d'absence de protection intégrée à l'ouvrage, les entreprises réaliseront la mise en sécurité de la zone d'intervention.</p>	
Manutention manuelle	<p>Les manutentions de matériaux ne devront pas se faire aux dépens de la sécurité des personnes et des biens.            Ils devront respecter les volumes et surcharges des moyens de manutention verticale mis en service pour les travaux.</p> <p>Favoriser la mécanisation des moyens de manutention afin de réduire la pénibilité au travail et de réduire le risque TMS, stockage et approvisionnement au plus près du poste de travail.</p>	
Travail isolé	Aucun travailleur ne doit être affecté à un poste ou effectuer un travail s'il se trouve isolé et qu'il ne peut être secouru rapidement en cas d'accident ou d'incident, en particulier dans les cas de travaux en hauteur ou nécessitant l'usage d'un harnais de sécurité.	
Produit inflammable	<p>Il est rappelé qu'aucun stockage de produits inflammables ou déflagrants ne doit avoir lieu à l'intérieur des bâtiments.            Forcer la ventilation des locaux en cas d'emploi de produit à base de solvant .</p>	Interdire tous travaux par point chaud, lors de l'utilisation de produits inflammable.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Afficher le risque à l'entrée des locaux et informer au préalable le maître d'œuvre et le CSPS pour prise en compte dans la planification des tâches.	
Engins et matériels	Tout le matériel "engins, outillage" mis en œuvre sur ce chantier doit être : -normalisé, -adapté aux travaux à réaliser, -de mise en œuvre aussi aisée que possible de manière à faciliter les conditions de travail, -à l'intérieur de la cellule : utilisation de matériel et engin à énergie électrique, proscrire l'emploi de machine à énergie thermique, Utilisé par du personnel qualifié ayant été formé et instruit des risques spécifiques liés à son utilisation.	
Produits dangereux	Poussières (Bois, ciment, silice, plâtre...) : Lors des opérations entraînant l'émission de poussières, il est nécessaire d'utiliser des machines disposant d'équipement aux normes en vigueur et de système de captation à la source.	
Plomb	L'absence de diagnostic plomb avant travaux amène à prendre les mesures telles que considérer <b>la présence de peinture contenant du plomb.</b>  Chaque entreprise doit mettre en œuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation ou injection par la décimation sous forme de poussières de plomb lors de l'exécution de leurs travaux. Il appartient à chaque entreprise:  Identifier la présence de plomb (obligation d'évaluer les risques) • Exploiter le diagnostic plomb avant travaux pour construire le projet de rénovation / réhabilitation et démolition • Remettre le diagnostic plomb avant travaux aux entreprises intervenantes Choisir un mode opératoire le moins polluant En concertation avec les différents acteurs et les entreprises : • Choisir la technique d'intervention la moins polluante (Exemples : éviter le sablage/ grenailage, préférer le recouvrement au retrait des peintures par décapage mécanique ou chimique, utiliser des outils manuels peu émissifs)	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Voir annexe PLOMB	

## 4.3. Co-activités et protections collectives

### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise de **SECOND OEUVRE** soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise de **SECOND OEUVRE**
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

### 4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

### 4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise



En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Voir prescriptions au CCAP est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Voir prescriptions au CCAP qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### **4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles**

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

### **4.4. Equipement de levage**

Sans objet

#### **4.4.1. Autorisation de survol**

Sans objet

#### **4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention**

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

### **4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site**

#### **4.5.1. Approvisionnements et stockage**

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

#### **4.5.2. Travaux superposés**

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

#### 4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

L'entreprise mettra tout en oeuvre pour privilégier l'utilisation de produits non dangereux.

#### 4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

#### 4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

*NB : voir avec exploitant les dispositions particulières qu'ils imposent vis à vis du risque incendie*

#### 4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### **4.5.7. Echafaudage, tour escalier**

Sans objet

#### **4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins**

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

### **4.6. Moyens communs**

#### **4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur**

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.  
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

#### **4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier**

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.  
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

#### **4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels**

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

#### **4.6.4. Protection des accès – Auvents**

Sans objet

### **4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets**

Sur la base d'un inventaire rigoureux de ses déchets, l'Entreprise précisera :

- les modalités d'évacuation mises en oeuvre,
- les procédures de recyclage
- les modalités de destruction, et surtout :

o la liste et des décharges et filières de récupération sollicitées.

La transmission de ce document subordonne la possibilité de démarrer les travaux par l'Entreprise et servira de base au contrôle de la gestion du chantier et du respect des engagements contractuels associés à cette opération.

Chaque entreprise reste responsable de ses propres déchets et devra en assumer le tri selon un plan préalablement présenté par chaque entreprise.

En cas de non-respect du tri et de procédures établies par une entreprise, le titulaire du présent lot devra se substituer au fautif et pourra répercuter le cout financier au lot concerné.

Un constat hebdomadaire sera établi par le Maitre d'OEuvre, les déchets identifiables devront être ramassés, sans délais, et évacués selon les procédures préétablies.

En cas d'impossibilité d'identifier l'émetteur, les déchets devront être évacués par une Entreprise présente sur le site et ceci aux frais et torts exclusifs des autres entreprises présentes durant la période incriminée.

Les bennes devront être refermées avec des filets pour éviter l'envol des déchets. Les abords devront être propres...

## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

L'entreprise titulaire est responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

### **5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés**

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### **5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise**

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

## 6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

### Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

#### 6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Sans objet
- Demandes d'arrêtés - Sans objet
- Autorisations concessionnaires - Selon type d'intervention

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

#### 6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

*Travaux de réhabilitation sur un site où celui-ci est encore exploité, prendre en compte les dispositions particulières liées aux contraintes imposées par cette exploitation.*

L'opération se déroule dans un Palais de Justice :

- Le chantier doit être clos et indépendant.
- Respecter les horaires d'ouverture au public
- Alimentation des matériaux et du matériels en dehors des heures d'ouverture au public
- Se rapprocher du service sécurité du site pour connaître les modalités d'accès
- Respect de l'article GN 13
- Aucun stockage au niveau des issues des secours

L'entrepreneur se reportera à l'ensemble des Cahiers des Charges et documents qui définissent les prestations des autres lots, afin de parfaitement cerner l'étendue de ses propres prestations et de réaliser en toute connaissance de cause et dans les meilleures conditions possibles, les travaux qui lui incombent.

Les travaux vont se dérouler dans un site occupé, avec présence du public et du personnel

Le site est du type sensible, avec présence de prévenus, forces de l'ordre, et sous contrôle VigiPirate renforcé

La livraison des matériaux, et l'évacuation des gravats, seront programmés en coordination avec le site

Les travaux bruyants seront programmés avec le site et selon les audiences. Si certains travaux sont trop bruyants, ils pourront être stoppés immédiatement à la demande des Magistrats

Certains travaux vont se dérouler en horaires décalées (tôt le matin), le week-end (le samedi).

Voir indications sur le planning et sur les DPGF de chaque lot

Les démarches administratives, autorisations de voirie, et les frais inhérents sont à charge de chaque lot. Les frais de stationnement sont à charge de chaque entreprise

Les entreprises doivent tenir compte des accès pour les livraisons et l'évacuation des gravats

Si le site possède un parking privé, son utilisation sera soumise à l'autorisation de l'établissement, et l'accès sera éventuellement autorisé pour le chargement et déchargement des matériaux lourds.

Le stationnement des véhicules dans ce parking est interdit

### 6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Absence d'information lors de la rédaction du PGC sur ce sujet

### 6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

- Le plan de prévention de l'établissement est joint en annexe,
- L'étude des modes opératoires tient compte du caractère de l'établissement,
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés sur la voie d'accès au site,
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés en dehors de la clôture de chantier,
- Les bruits, poussières doivent être limités au minimum au vu des connaissances et techniques de mise en œuvres actuelles,
- Les consignations et déconsignations de réseaux ne peuvent se faire qu'après avis du chef d'établissement du centre et des services de sécurité et de maintenance en place,
- Un permis de feu doit être établi pour chaque travail par point chaud,
- Les entreprises tiennent compte également de la présence d'autres intervenants sur le site, livreurs, entreprises de maintenances, gardiens, etc . . .
- Les travaux de raccordements des fluides et ventilations sont exécutés en dehors des heures d'ouverture de l'établissement,

### 6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

Tous les travaux par points chauds ou pouvant produire un incendie font l'objet d'un permis de feu délivré par le Service de Sécurité du Palais de Justice

Les extincteurs appropriés aux risques seront à disposition près du poste de travail.

Les zones de travaux seront isolées et interdites aux autres intervenants.

Article GN 13 - Travaux dangereux (Arrêté du 7 juillet 1983)

L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne pour son évacuation.

Règlement de Sécurité contre l'incendie des Établissements Recevant du Public (E.R.P)

Si exceptionnellement de tels travaux doivent être entrepris en présence du public les précautions relatives à la qualification du personnel chargé de leur exécution à l'isolement du lieu de travail et à l'intervention immédiate des moyens de premiers secours doivent être prises.

Si la durée des travaux doit excéder 24 heures ou que l'évacuation des personnes risque d'être perturbée par ceux-ci en application de l'article GN 6 une demande doit être faite à l'autorité administrative responsable en indiquant les précautions retenues tant pour la réalisation des travaux et l'isolement du « chantier » par rapport au reste de l'établissement, que pour l'évacuation du public.

La demande est déposée 15 jours avant le début des travaux. Elle est réputée accordée, si l'autorité administrative après avis éventuel de la commission de sécurité n'a pas répondu dans ce délai.

Afin de diminuer les risques de sinistre qui trouvent leur origine dans les travaux par points chauds, certains arrêtés préfectoraux imposent la formalité du « PERMIS DE FEU » pour l'exécution de ceux-ci.

En l'absence d'un tel arrêté, les exploitants et installateurs soucieux de leur responsabilité civile et de la sécurité de leur public peuvent prendre les dispositions suivantes lorsque les travaux par points chauds auxquels ils procèdent entraînent pas la demande d'autorisation précitée :

- o Elaboration d'une autorisation signée conjointement par l'exploitant (ou non représentant) et les ouvriers responsables du travail, rappelant les précautions à prendre,
- o Présence d'un agent de sécurité ou d'un aide disposant de moyens de premiers secours à proximité immédiate (extincteurs, R.I.A., ...),
- o Mise en place d'écrans de protection nécessaires pour isoler l'aire de travail des matières combustibles environnantes,
- o Inspection des lieux après le travail.

D'ailleurs le décret du 29-11-1977 relatif aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure impose que des dispositions de cette nature soient prises.

Enfin les dispositions de ce paragraphe imposant que dans les locaux et dégagements recevant du public :



- o Aucun emballage vide, matériaux, marchandises,..., ne doivent être entreposés même momentanément,
- o Les déchets de papier, de paille, etc., et en général tous les déchets combustibles résultant de l'exploitation ou des nettoyages doivent être rassemblés dans des récipients incombustibles et stockés dans des locaux répondant aux caractéristiques des locaux à risques importants.

## **6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages**

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

## **6.7. Locaux témoins**

Sans objet

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Dès lors que l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés une infirmerie est mise en place.

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

Procédure en cas d'accident corporel:

Appel au secours : ANNEXE 2 Fiche appel en cas d'accident

Les services de sécurité du site devront être immédiatement prévenu.

En cas d'accident, alerter immédiatement les services de secours,

Préciser :

- la qualité du demandeur (nom et Entreprise),
- la nature de l'accident,
- l'endroit exact, niveau, localisation, etc. ainsi que le numéro du poste d'appel,
- le nombre d'accidentés.

Attendre l'accusé de réception de votre appel avant de couper la communication.

Avertir le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur.

Uniquement si vous êtes secouriste, faites les premiers gestes qui peuvent sauver.

En cas d'alerte incendie évacué par les escaliers de secours

Matériel de secours:

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une trousse de premiers soins à compléter régulièrement. Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés des endroits où ces trousse sont entreposées, du plan d'évacuation des zones de travaux, de la localisation des escaliers d'évacuations.

**Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.**

**Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours.**

**Les entreprises doivent préciser dans leur PPSPS, les mesures d'organisation qu'elles mettent en oeuvre en cas d'accident.**

### 7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

## **7.6. Point de rencontre secours**

Point de rassemblement du Palais de Justice

## 7.7. Modèle de fiche de secours

### **EN CAS D'ACCIDENT**

**Appelez les Pompiers**



et dites :

**1. ICI CHANTIER : 60/BEAUVAIS/Travaux de mise en accessibilité du Palais de Justice**

Adresse : 20 BOULEVARD SAINT JEAN 60000 BEAUVAIS

**2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

**3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

**4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Point de rassemblement du Palais de Justice

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

## **ANNEXES AU P.G.C.**

### **Liste des pièces jointes au P.G.C.**

- Annexe\_Presence\_Plomb
- Annexe\_SCALP
- Annexe\_Presence\_Amiante
- DAAT - ADAP BEAUVAIS